Jadaliyya جدليّة

Les villes petites et moyennes dans les revoltes arabes: un etat des lieux

Vous et 99 autres personnes recommandez ça. Tweet 14

by Eric Verdeil Nov 08 2013

Listen

Les villes petites et moyennes dans les révoltes arabes: un état des lieux.

Compte rendu de: Karine Benafla (dir.), Dossier « Villes arabes: conflits et protestations », *Confluences Méditerranée*, 85 (2013), 9-164.



[Image is cover of below issue]

Une des dimensions singulières des révoltes arabes est leur territorialité, qui a d'emblée constitué une clé de leur interprétation. Or, cette territorialité est plurielle et se décline en plusieurs moments. Aux révoltes des petites et moyennes villes tunisiennes (Sidi Bouzid, Kasserine), libyennes (Misrata et Benghazi) ou syriennes (Deraa, Homs), et des villes industrielles secondes comme Mahalla al-Koubra ou Suez en Egypte, se sont d'abord agrégés les soulèvements des quartiers populaires des métropoles. Puis, s'est produite une convergence, parfois brève, avec les jeunesses protestataires plus favorisées, sur les grandes places des capitales. C'est alors que le mouvement a gagné sa visibilité médiatique et qu'il a acquis une force qui a précipité la chute des régimes (voir, par exemple, Ayeb 2011). De cette chorégraphie à trois temps, c'est souvent la dernière scène, dramatique, que de nombreux observateurs ont privilégiée, laissant les autres dans une semi-pénombre qui ne commence que maintenant à être véritablement explorée (voir néanmoins Beware of Small Cities, par Deen Sharp). L'analyse proposée ici ne portera pas sur les quartiers des périphéries des grandes villes, pourtant essentiels pour comprendre les recompositions en cours, comme l'illustre le récent collectif piloté par Pierre-Arnaud Barthel avec l'appui de Sylvy Jaglin auquel j'ai modestement participé. Je voudrais plutôt m'intéresser à la place des villes petites et moyennes dans les conflits et protestations en cours, qu'aborde un numéro thématique de la revue *Confluences Méditerranée,* partiellement issu d'un colloque tenu à Lyon en octobre 2012, à l'initiative des géographes du GREMMO, son directeur, Fabrice Balanche et Karine Bennafla, qui le coordonne.

Un enjeu identifié de longue date par les géographes français

Les géographes français avaient depuis longtemps identifié l'enjeu que constituaient ces villes secondes, pour utiliser un cadrage large excluant les métropoles, voire mégapoles, qui font le plus souvent les unes de l'actualité journalistique mais aussi académique. Marc Lavergne, en tandem avec Guy Duvigneau, avait dirigé en 1996 un numéro de *Peuples méditerranéens* où était souligné le rôle décisif de ces territoires dans les changements sociaux en cours (Lavergne 1996). Réceptacles de l'exode rural des régions environnantes, espace de sédentarisation des nomades ou d'accueil de réfugiés, bénéficiaires de politiques de promotion administrative ou plus largement d'aménagement du territoire, ces villes ont représenté des lieux privilégiés d'acculturation, de modernisation, de négociation avec l'Etat et d'intégration à ses stratégies. Un autre collectif publié par le GREMAMO s'était également attaché à ces villes secondes en 2007 (Souiah 2007). Sans revenir sur son contenu, on peut néanmoins évoquer le remarquable chapitre d'Eric Denis. Ce chercheur y propose une définition contextuelle pleine de finesse des villes intermédiaires dans le monde arabe et, grâce à la précieuse base de données démographiques Géopolis, il fournit d'utiles éléments de cadrage quantitatifs. Ainsi, d'après ses travaux, les villes "intermédiaires" et les petites villes de plus de dix mille habitants représentaient en 2005 près de cinquante-huit pourcent de la population urbaine. Or, les politiques libérales des quinze à vingt dernières années ont contribué à l'accroissement de la concentration des richesses dans les métropoles, non sans inégalités internes, il est vrai. Les populations des villes petites et moyennes en ont subi, au contraire, les effets négatifs. Dans ces conditions, vu leur poids dans la population totale, leur rôle majeur dans les révoltes n'est pas pour étonner.

La question de la place des villes petites et moyennes dans les conflits et protestations en cours constitue donc l'un des fils directeurs du dossier présenté [1], qu'on peut analyser à travers trois thèmes: leur négligence par les politiques étatiques de développement dans la période récente; les ressorts politiques de leur mobilisation pendant les conflits;

et les solutions que leurs habitants élaborent ou proposent au cours de ces protestations en vue d'inventer un avenir meilleur.

Des villes délaissées par l'Etat

Les exemples d'Essaouira au Maroc, de Damiette en Egypte, de Maan ou Kerak en Jordanie, de Tripoli au Liban ou encore celui de Monastir en Tunisie illustrent diverses facettes d'une marginalisation économique lié au retrait, ou à la reconfiguration libérale de l'Etat, mais aussi à une transformation du pacte de modernisation conclu dans la période précédente. L'exemple de Monastir, étudié par Mohammed Hellal, en représente fort bien les enjeux. Cette petite ville littorale, d'où Bourguiba était originaire, avait été promue chef-lieu de gouvernorat et nouveau centre touristique. Sous Ben Ali, qui favorisa d'autres villes voisines dans des fonctions économiques similaires, Monastir connut au contraire un déclin qui était avant tout une marginalisation d'ordre politique.

Aussi ne fait-il pas s'étonner de retrouver Monastir, pourtant ville littorale et non pas de l'intérieur, parmi les rebelles. La ville se considère d'ailleurs comme pionnière de la révolution, car dès mars 2010, un jeune vendeur ambulant, Abdesalem Tremech, s'y était lui aussi immolé, martyr oublié de la révolution.

Les Ressorts de la Mobilisation des Villes Moyennes dans les Révoltes

Les différentes contributions permettent d'identifier, au-delà des sacrifices individuels, diverses formes de mobilisation qui ont pesé dans le déroulement des révoltes. L'exemple libyen est intéressant car les mobilisations de Benghazi ou de Misrata ont eu un rôle déterminant dans la révolution. Dans ce pays, les confrontations ont souvent opposé des milices aux fortes identités urbaines antagonistes. On met souvent en avant leur caractère tribal, mais, comme le fait remarquer ici Jean-Louis Romanet dans son entretien avec K. Benafla, cela ne caractérise pas du tout les organisations de la société civile qui ont joué et jouent toujours un rôle essentiel dans la révolution. Par ailleurs, les conflits ont traversé les villes elles-mêmes, entre quartiers aux histoires et aux modes d'appartenance opposés. Dans un autre cadre, Arthur Quesnay soulignait d'ailleurs que les modes de mobilisation, loin d'être toujours de nature "primordiale," se sont construits dans les villes libyennes qu'il a étudiées sur des référents territoriaux ou professionnels (Quesnay 2013).

En tout état de cause, ces mobilisations identitaires existent, et il ne s'agit pas de les nier mais plutôt de les contextualiser en donnant à voir leur construction historique. Ainsi, Pierre-André Chabrier propose-t-il, dans le sillage de Michel Seurat, une lecture historicisée des conflits entre *'assabiya* concurrentes à Tripoli, sunnites de Bab el-Tabbaneh et alaouites de Jabal Mohsen, remontant à la guerre civile. Mais, il montre que cet antagonisme s'inscrit dans une paupérisation dramatique liée à l'absence des politiques étatiques de développement. De ce fait, cette lutte est devenue une "guerre des pauvres," instrumentalisée par des acteurs politiques locaux, nationaux ou régionaux dans le cadre d'une compétition politique multiforme. Compétition électorale, elle fait des pauvres, clientélisés par les services ou les achats de voix, une ressource mobilisable par les chefs locaux dans un système de vote structuré par les appartenances confessionnelles. Conflit militaire, elle conduit à l'enrôlement des jeunes sans emploi comme miliciens aux ordres d'un camp ou de son adversaire. L'exemple de Jaramana, banlieue druzo-chrétienne de Damas, illustre des dynamiques comparables. Mais, Cyril Roussel insiste plutôt sur le vécu confessionnel que sur la construction en ressources politiques par le régime. On aurait d'ailleurs autant aimé que l'auteur étudie l'exemple qu'il connait si bien de Suweyda dans le même esprit, pour mieux résonner avec le dossier.

Les formes d'auto-organisation urbaine dans les révoltes

Mais, la confessionnalisation n'est, pas plus que dans d'autres contextes les solidarités tribales, la seule modalité de la mobilisation politique dans les protestations actuelles. L'autre article consacré à la Syrie, l'un des plus stimulants du dossier, s'inscrit à l'encontre des lectures confessionnelles dominantes dans le conflit syrien, qu'elles ne sauraient résumer selon Akram Kachee. Ce type d'analyse, pour lui, en ferait "des individus à l'identité et à l'appartenance dénuées de toute complexité." (p.107) Au contraire, "à travers les nouvelles formes de vie en milieu urbain imposées par les circonstances actuelles, […] il est possible de discerner la construction [d']identités syriennes en devenir et de se poser la question de l'émergence d'une citoyenneté syrienne véritable." (p.103) "Les conseils locaux créés pour pallier les lacunes des services publics mis à mal par les événements […] sont devenus," selon lui, "des laboratoires du collectif," (p.104) des lieux de débat, parfois constitués par un processus électoral local, parfois formalisés après coup pour légitimer des équipes informelles œuvrant sur le terrain.

A travers de brèves analyses des exemples de Yabroud, Manbej, Daraya, Salamiyeh, ou encore Kafranbel, il passe en revue une série d'initiatives dans le domaine scolaire, de la santé et de la protection sociale, de la sécurité locale ou de l'organisation de la coexistence pacifique entre communautés travaillées par les agents du régime dans le sens de la division. L'originalité de cet article et la portée de son propos doivent être tempérées par la ténuité des enquêtes directes sur ces expériences, connues par de rares tentatives de synthèse, manquant peut être de distance critique. Il conviendrait, en contrepoint, d'examiner aussi les cas d'échecs ou de dérives de la gestion locale par des milices armées, plutôt occupées à la poursuite de la guerre ou bien à s'enrichir sur les dos de la population via les trafics divers. Plusieurs analyses et reportages consacrés à l'exemple d'Alep y montrent la très grande complexité de ces

organisations locales, entre comités citoyens semblables à ceux qu'on vient d'évoquer, et réorganisation des services publics sur une base islamique, comme cela semble être le cas pour les tribunaux à Alep, sur fonds de lutte politique entre collectifs rejetant le référent confessionnel, et groupes islamistes (voir, à propos d'Alep, une série d'informations rapportées sur le blog *Syria Comment,* et l'analyse sur *Noria*).

La décentralisation en question

Ces formes d'auto-organisation qu'illustrent les exemples libyen ou syrien sont certainement l'un des facteurs qui contribueront à transformer les modes de gestion municipale dans le monde arabe, et à affirmer le poids des pouvoirs locaux. Encore que l'expérience libanaise, des expériences d'autogestion de la guerre civile, à la difficile construction du pouvoir après la guerre, nous invite à la prudence quant aux héritages de long terme de ces initiatives (Favier 2001).

C'est justement à une réflexion sur la décentralisation, condition indispensable de la démocratisation, qu'invite le papier de Marc Lavergne. Selon lui, les villes dans le monde arabe sont davantage des enjeux que des acteurs, et c'est là toute la difficulté pour changer de mode de gestion locale. L'auteur semble peu intéressé par les débats en cours en Tunisie [2] et en Egypte où certains activistes réclament une transformation du cadre constitutionnel et légal pour y faire une place plus grande à des institutions locales. Le volet décentralisation est pourtant l'un des rares sur lesquels l'Assemblée nationale constituante tunisienne a atteint un consensus visant une évolution ambitieuse, même s'il y a loin des intentions aux actes.[3] La situation est évidemment différente en Egypte, surtout depuis le coup d'Etat de l'été 2013. Dans ce contexte, Marc Lavergne aborde la question de la décentralisation à partir d'une double perspective illustrant l'originalité du regard du géographe. Pour lui, les révoltes en cours font ressortir des identités et les revendications régionales. Or, les Frères musulmans désormais évincés et les officiers supérieurs de retour au premier plan partagent "une culture provinciale," (p.22) et "incarnent la vision du monde de la petite et moyenne bourgeoisie des grandes villes du Delta", à l'opposé du style de la bourgeoisie cairote ou alexandrine liée à l'ancien régime. Ces villes de Delta revendiquent un meilleur traitement financier par l'Etat. Au sud du pays au contraire, dans un "monde rétif à l'Etat," se dessinent des formes d'autonomie où le pouvoir central doit composer avec des forces de fait. Assiout, dans la révolution, a coupé ses liens avec le Caire. L'autre point mis en avant par Marc Lavergne, comme conditionnant l'émergence de revendications en faveur d'une décentralisation véritable, est l'existence d'une base économique forte, exigence d'une certaine autonomie. Il l'illustre avec le cas de la ville de Damiette, où le développement local repose sur une tradition d'échange liée à sa position portuaire, mais aussi à l'industrie locale florissante du meuble. A cela s'ajoute une identité locale perçue et défendue, par exemple lors de mobilisations révolutionnaires contre une usine polluante. L'intérêt de ces réflexions est de ré-enchâsser la discussion sur les processus politiques dans la sociologie et l'économie locale, qui en déterminent les contraintes et les possibilités. En creux, on perçoit que cela implique une conception de l'Etat où celui-ci ne serait plus non plus le dispensateur du développement, mais une instance organisant des formes de solidarités --mais c'est un point qui n'est pas développé.

En définitive, ce dossier a le mérite de proposer des éléments qui alimentent la réflexion sur la question originale et nécessaire des mutations des villes moyennes, et de leur rôle dans les conflits et protestations actuelles. L'ensemble est certes un peu dissonant mais c'est bien la fonction des revues que de donner à voir des travaux en cours et les débats qu'ils ouvrent. Cela reflète aussi la diversité des trajectoires et la très grande fluidité des situations actuelles. C'est justement cette diversité et cette fluidité, si difficiles à saisir, qui constituent un défi majeur pour la recherche urbaine sur les villes du monde arabe actuellement. Que la page Cities de *Jadaliyya* puisse être l'un des lieux de ce chantier!

Références citées

Habib Ayeb, "Social and political geography of the Tunisian revolution: the alfa grass revolution" *Review of African Political Economy* 38 (2011): 467-479. (en ligne: doi:10.1080/03056244.2011.604250)
Agnès Favier (éd.), *Municipalités et pouvoirs locaux au Liban* (Beyrouth: Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain, 2001).
Marc Lavergne (éd.) *Monde arabe : le retour du local,* 72-73 (Paris: Peuples méditerranéens, 1996).
Arthur Quesnay, "L'insurrection libyenne : un mouvement révolutionnaire décentralisé," in *Au coeur des révoltes arabes: devenir révolutionnaires,* éd. par Amin Allal et Thomas Pierret (Paris: Armand Colin, 2013): 113-36.
Sid-Ahmed Souiah (éd.), *Villes intermédiaires dans le monde arabe* (Paris: L'Harmattan, 2007).

[1] Le numéro s'attache aussi à certaines capitales, dont la trop mal connue Manama, avec un intéressant article de Jean-Paul Burdy relatant les mobilisations politiques depuis 2011, et en particulier la radicalisation communautiare orchestrée par le régime au pouvoir dans ce pays.

[2] En Tunisie, voir notamment les mobilisations de l'Association tunisienne des urbanistes, notamment leur manifeste paru en avril 2012 et leur blog.

[3] Voir le chapitre six de l'avant-projet de constitution proposé en juin 2013 (p.42-44).

Latest posts in **Cities**:


الصراع على المكان المديني: حوار مع ديفد هارفي

Watch, See, Feel: Kasim Abid's Whispers of the Cities

If you prefer, email your comments to info@jadaliyya.com.

Add a comment...
Post to Facebook
Posting as Er Verdeil (Not you?) Comment
Facebook social plugin

©2010-2013 by the Arab Studies Institute. All Rights Reserved.
info@jadaliyya.com
site by concepcion design